



CONTRE LE PRÉSIDENT DES PATRONS PRÉPARONS LA RIPOSTE

Vincent Fournier

33 ans, facteur

SUPPLÉANTE

Claude Normand

73 ans, retraitée



CANDIDATS SOUTENUS PAR



**PHILIPPE
POUTOU**

L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République représente le coup d'envoi d'une nouvelle offensive contre les travailleurs et les classes populaires. Ancien banquier d'affaire, ancien ministre de Hollande, père d'une loi rédigée sous la dictée du patronat, il a mis en place un gouvernement où se retrouvent ministres de gauche, du centre, de droite, de tous ces partis qui ont cohabité ou alterné pendant des années pour mener l'offensive du grand patronat contre les travailleurs et la population. Ils se retrouvent ensemble sous sa houlette pour poursuivre leur sale boulot, accentuer leur politique de destruction des droits sociaux et démocratiques, de liquidation des services publics, de généralisation de la précarité et la flexibilité, de licenciements et de chômage.

Macron envisage de gouverner par ordonnances, une méthode antidémocratique pire que le 49-3 utilisé par Valls, et voudrait que les électrices et électeurs lui donnent une majorité pour lui permettre de faire ce que...le patronat voudra.

Ici, dans la 11^{ème} circonscription des Yvelines, la nouvelle candidate d'En Marche affrontera le député sortant Benoît Hamon et le maire d'Elancourt, Jean-Michel Fourgous, respectivement 1^{er} et 2^{ème} aux législatives de 2012. L'un représente le PS dont le bilan et la politique anti-ouvrière ont été largement désavoués lors des présidentielles, l'autre, Les Républicains dont la crédibilité s'est effondrée sous l'affaire Fillon et l'image honteuse des rats quittant le navire.

Contre un gouvernement au service du grand patronat et des actionnaires Ensemble, ils vont poursuivre leur offensive réactionnaire entraînant le développement du racisme et de toutes les discriminations, l'institutionnalisation de l'état d'urgence, la répression policière comme les guerres menées par l'impérialisme français qui favorisent le terrorisme. Ils vont poursuivre leur offensive sécuritaire contre les quartiers populaires, les cités, les jeunes mais aussi celles et ceux qui contestent leur politique.

Ils préparent le terrain pour l'extrême droite

Le résultat de ces politiques est la montée de l'extrême droite. Celle-ci se présente comme une réponse, une issue, mais c'est un mensonge. Elle aussi fait partie de leur système, celui du fric, des inégalités, des discriminations. Elle fera encore pire que ceux qu'elle prétend combattre pour mieux dévoyer le mécontentement : la fin des droits démocratiques, le chacun pour soi, les discriminations, le libéralisme sans frein, le nationalisme et la xénophobie.

Le seul rempart à l'extrême droite, c'est la force collective du monde du travail pour combattre les politiques qui lui préparent le terrain. Quels que soient notre origine, la couleur de notre peau, notre sexe, notre orientation sexuelle, nous avons les mêmes intérêts et nous devons nous mobiliser pour les défendre.

IMPOSER UNE AUTRE POLITIQUE

Le patronat a touché 100 à 150 milliards d'euros d'aides par an, l'évasion fiscale permet aux riches de capter 80 milliards par an, les entreprises du CAC 40 ont distribué 55 milliards d'euros aux actionnaires l'an dernier. Il faut en finir avec ce transfert de richesses dans les poches des riches et des possédants, remettre en cause la logique du profit et de la concurrence.

- En finir avec le chômage et la précarité, interdire les licenciements, partager le temps de travail entre toutes et tous, 32 heures sans perte de salaire.

- Augmenter les salaires de 300 euros net, avec un SMIC, des minima sociaux et des pensions à 1700 euros nets.

- Créer un million d'emplois dans les services publics de la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, le logement, les transports.

- Revenir à une retraite pleine et entière à 60 ans, 55 ans pour les travaux pénibles, au bout de 37,5 annuités, dans le privé et le public.

Mettre en œuvre une politique au service de la population, c'est rompre avec une économie basée sur les profits, annuler la dette et socialiser les banques en créant un service public bancaire sous le contrôle des salarié-e-s et de la population.

Garantir les droits démocratique, c'est garantir le droit de la population de contrôler et décider de la marche de la société comme des grandes entreprises.

C'est défendre les droits des femmes, l'égalité entre les sexes, au travail, le libre accès à l'avortement et la contraception et l'extension du service public de la petite enfance.

C'est refuser se battre contre la fermeture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation, et la régularisation de tous les sans-papiers.

C'est mettre fin à l'état d'urgence qui n'empêche pas les attentats mais réduit les libertés démocratiques

C'est arrêter les interventions militaires et les ventes d'armes, défendre le droit des peuples à l'autodétermination, en Palestine comme en Guyane.

NE COMPTONS QUE SUR NOUS MÊMES ET NOS MOBILISATIONS

Les mesures que nous proposons ne peuvent pas être mises en place par des députés qui sont responsables des politiques libérales depuis 30 ans.

Il faut un gouvernement qui refuse la soumission aux classes possédantes, aux banques, aux grands patrons. Un gouvernement issu des mobilisations du monde du travail, sous son contrôle direct, un gouvernement qui engagerait une rupture avec le capitalisme pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

CONTRE LE PRÉSIDENT DES PATRONS, PRÉPARONS LA RIPOSTE !

Dans ces élections législatives qui n'auraient d'autre fonction que de donner une majorité à l'élu des patrons et des banques, nous portons une politique pour défendre les intérêts du monde du travail. Ce qui urge c'est de regrouper l'ensemble des salariés qui luttent partout pour leurs emplois, les militants et militantes qui s'étaient mobilisé-e-s contre la loi Travail et sont déterminé-e-s à ne pas se laisser faire sous Macron. Ce regroupement a déjà commencé avec le Front social qui regroupe à ce jour 70 organisations syndicales et associatives: le 22 avril, à la veille du premier tour, le 1er mai pendant l'entre-deux tours et le 8 mai, au lendemain du second tour, des milliers de personnes ont manifesté ensemble pour affirmer que c'est dans la rue que ça se passe ! La prochaine manifestation aura lieu le 19 juin, au lendemain des législatives. Chômeurs, jeunes, salarié-e-s du privé comme du public, pour garantir à toutes et tous les moyens de vivre, nous devons arracher aux riches et aux puissants ce qu'ils nous volent depuis trop longtemps.

C'est la mobilisation des jeunes et du monde du travail qui pourra empêcher les projets de Macron et mettre un terme à l'offensive capitaliste pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

Ces élections ne changeront pas nos vies mais elles nous permettent de dire que nous ne sommes pas dupes, que nous ne marchons pas dans cette mascarade politicienne et que nous sommes convaincu-e-s que l'avenir dépend de nous, de nos mobilisations pour dégager ceux qui possèdent tout.

C'est le sens du vote pour les candidat-e-s du NPA avec le soutien de Philippe Poutou.

Ce sera dire que nous ne nous laisserons pas faire, ce sera un vote de classe, anticapitaliste, Plus nombreuses seront les voix qui se porteront sur nos noms, sur le NPA, mieux notre mécontentement et nos aspirations se feront entendre.

VOTEZ POUR
Vincent Fournier
Claude Normand

CANDIDATS
SOUTENUS PAR
PHILIPPE
POUTOU

